

**ACHATS CENTRAUX  
HOTELIERS,  
ALIMENTAIRES  
ET TECHNOLOGIQUES**  
Hôpital Bicêtre  
78, rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin Bicêtre  
Tél. : 01 53 14 69 00  
Fax : 01 53 14 69 99

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Consultation N°26-042**

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Maintenance des systèmes de sécurité incendie, d'extinction automatique à gaz, d'interphonie IGH, d'éclairage de sécurité sur source centralisée d'installations de désenfumage mécanique, d'un système de détection CO (parking souterrain) des hôpitaux Beaujon – Bichat / C. Bernard et Louis Mourier.

Pour une période de 4 ans à compter de la date de notification, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 3 mois avant la date de fin du marché.

Ce document comprend 18 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	1 / 15

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES .....	3
1.1 : Objet.....	3
1.2 : Durée.....	3
1.3 : Lieu d'exécution des prestations.....	3
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES.....	3
2.1 : Forme des prix.....	3
2.2 : Prix définitif.....	4
ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT .....	5
3.1 : Forme du marché.....	5
3.2 : Allotissement .....	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION .....	6
5.1 : Commandes (ou ordres de service) .....	6
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE .....	6
6.1 : Contrôle .....	6
6.2 : Suivi du marché .....	6
ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC .....	7
7.1 : Clause de réexamen.....	7
7.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire .....	7
7.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution .....	7
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....	8
8.1 : Données statistiques.....	8
8.2 : Certificats .....	8
8.3 : Secret professionnel et confidentialité .....	9
8.4 : Obligations en termes de protection des données personnelles	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
8.5 : Accès aux établissements – Identification .....	9
8.6 : Grèves .....	9
8.7 : Vente à des tiers .....	9
ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT.....	10
9.1 : Facturation .....	10
9.2 : Paiement .....	10
9.3 : Avances .....	11
ARTICLE 10 : ASSURANCES.....	11
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT .....	11
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE .....	11
ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION .....	11
13.1 : Pénalités.....	11
13.2 : Résiliation.....	13
ARTICLE 14 : LITIGES.....	14
ARTICLE 15 : DEROGATIONS .....	14

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	2 / 15

## ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 : Objet

Le marché a pour objet la « **Maintenance des systèmes de sécurité incendie, d'extinction automatique à gaz, d'interphonie IGH, d'éclairage de sécurité sur source centralisée d'installations de désenfumage mécanique, d'un système de détection CO (parking souterrain) des hôpitaux Beaujon – Bichat / C. Bernard et Louis Mourier** ».

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 : Durée

Le marché est conclu pour une période de 4 ans à compter de la date de notification.

Le marché sera résiliable à l'initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris 3 mois avant la date de fin du marché et ce sans indemnités.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

### 1.3 : Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) au sein des établissements hospitaliers suivants de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) :

- Hôpital Beaujon, situé à Clichy (92) ;
- Hôpital Bichat – Claude Bernard, situé à Paris (75) ;
- Hôpital Louis Mourier, situé à Colombes (92).

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

## ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

### 2.1 : Forme des prix

#### PRIX MIXTES

Tous les lots sont à **prix mixtes**, c'est-à-dire à prix unitaires et forfaitaires.

La répartition des prix est faite de la manière suivante selon les différentes prestations :

- **Pour la part forfaitaire**, elle comprend l'entretien courant des installations SSI et des équipements associés ; les visites réglementaires ; la maintenance préventive et corrective ; la mise en service, les contrôles fonctionnels et l'établissement des dossiers techniques ; les interventions de dépannage et de réparation entrant dans le cadre du forfait ; le remplacement contractuel des éléments prévus dans les prestations forfaitaires.
- **Pour la part à prix unitaire**, elle comprend des prestations ponctuelles à prix unitaires, exécutables après émission de bons de commande, qui concernent : des travaux de dépose, d'adaptation ou modification des installations ; la fourniture et la pose de câbles, canalisations, chemins de câbles et accessoires ; la fourniture et la pose de pièces détachées et matériels SSI ; les réparations,

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	3 / 15

remplacements ou compléments d'installation non inclus dans le forfait ; les interventions de mise en service et les mises à jour de dossiers techniques hors forfait.

## **2.2 : Prix définitif**

### **PRIX REVISABLES**

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision est régie par les dispositions suivantes :

#### Formule utilisée

$$P_1 = P_0 \times [0,2 + 0,8 (I_{CHT-IME_1}/I_{CHT-IME_0})]$$

Avec :

P<sub>1</sub> : prix de règlement après la révision ;  
P<sub>0</sub> : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;  
I<sub>1</sub> : dernier indice publié deux mois avant la date d'effet de la révision ;  
I<sub>0</sub> : indice du mois de dépôt des offres ;  
etc.

#### Indices utilisés :

ICHT-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

#### Modalités

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

- Révision de prix à la demande l'AP-HP :

Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.

- Révision de prix à la demande du Titulaire :

La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du Titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

#### **Clause butoir :**

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à **+3%**. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	4 / 15

#### Clause de sauvegarde :

Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

## ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT

### 3.1 : Allotissement

L'ensembles des prestations sont réparties en 2 lots comme suit :

N° du lot	Intitulé	Montant minimum de la part à bon de commande HT	Montant maximum de la part à bon de commande HT
01	Maintenance SSI et prestations associées de l'hôpital BEAUJON et LOUIS MOURIER	Pas de montant minimum	650 000 € HT
02	Maintenance SSI et prestations associées de l'hôpital BICHAT	Pas de montant minimum	320 000 € HT

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats peuvent soumissionner pour tout ou partie des lots.

Les offres des candidats sont appréciées lots par lot.

Un opérateur économique peut se voir attribuer la totalité des lots.

### 3.2 : Forme du marché

#### ACCORD CADRE :

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à prix mixtes au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

Le Titulaire s'engage sur un montant maximum de :

- Pour le lot 1 *Maintenance SSI et prestations associées de l'hôpital BEAUJON et LOUIS MOURIER* :

Pour la part forfaitaire, sur le montant de la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF).

Pour la part unitaire, sur un montant maximum de **650 000 € HT** correspondant au montant maximum alloué pour lot sur cette consultation, sur la durée totale du marché (quatre ans) pour l'ensemble des prestations listées au Bordereau de prix unitaires.

- Pour le lot 2 *Maintenance SSI et prestations associées de l'hôpital BICHAT* :

Pour la part forfaitaire, sur le montant de la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF).

Pour la part unitaire, sur un montant maximum de **320 000 € HT** correspondant au montant maximum alloué pour ce lot sur cette consultation, sur la durée totale du marché (quatre ans) pour l'ensemble des prestations listées au Bordereau de prix unitaires.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires à hauteur de 50 % du marché initial au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	5 / 15

## ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- L'offre du candidat

## ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

### 5.1 : Commandes (ou ordres de service)

Elles seront établies par les groupes hospitaliers, les pôles d'intérêt commun ou le siège de l'AP-HP et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par télécopie, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le Titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le RPA.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début de marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

## ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE

### 6.1 : Contrôle

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire.

### 6.2 : Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Expertise et Conseil.

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	6 / 15

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC**

### **7.1 : Clause de réexamen**

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

### **7.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire**

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT  
Madame la Directrice  
CHU Bicêtre  
78, Rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

### **7.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution**

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	7 / 15

ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'AP-HP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

### 8.1 : Données statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) à :

ACHAT  
SMMAT  
CHU Bicêtre  
78, Rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les données statistiques suivantes :

Périodicité : à envoyer dans les 15 jours suivant chaque fin de trimestre civil.

Support : courriel à l'adresse du service concerné

SMMAT : [secretariat.smmat.aca@aphp.fr](mailto:secretariat.smmat.aca@aphp.fr)

Type de fichier: EXCEL®

Dessin d'enregistrement :

- nom du fournisseur
- année (4 caractères numériques)
- trimestre (1 caractère numérique -1 à 4- )
- n° de marché AP-HP<sup>(1)</sup>
- hôpital / site<sup>(2)</sup>
- libellé du service
- unité de facturation
- quantité totale (en unités de facturation)<sup>(3)</sup>
- prix unitaire HT
- montant total HT <sup>(3)</sup>
- montant total TTC <sup>(3)</sup>

<sup>(1)</sup> informations spécifiées sur la notification du marché

<sup>(2)</sup> libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

<sup>(3)</sup> ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 1)

Contacter le Service pour toute précision complémentaire

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du paragraphe « pénalités » du présent document.

### 8.2 : Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	8 / 15



pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

### **8.3 : Secret professionnel et confidentialité**

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à respecter la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel des patients, agents, publics dont il pourrait avoir connaissance, directement ou indirectement, à l'occasion de ses missions, conformément aux dispositions applicables, notamment issues du Règlement général sur la protection des données, de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et du code pénal.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

### **8.4 : Accès aux établissements – Identification**

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

### **8.5 : Grèves**

**En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.**

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

### **8.6 : Vente à des tiers**

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	9 / 15

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

## **ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT**

### **9.1 : Facturation**

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

**Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.**

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

**Les factures doivent indiquer :**

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de la prestation ;
- Le montant hors taxes et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- La date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente**

#### **Escompte :**

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'AP-HP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

### **9.2 : Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS ou TIC ou Travaux.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	10 / 15

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

### **9.3 : Avances**

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

## **ARTICLE 10 : ASSURANCES**

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

## **ARTICLE 11 : NANTISSEMENT**

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE**

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## **ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION**

### **13.1 : Pénalités**

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ ».

#### **Recouvrement du montant des pénalités**

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	11 / 15

Le recouvrement des montants des pénalités s'opère par l'émission d'un titre de recette au terme du marché lors de l'établissement du décompte général.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

#### **Pénalités de retard :**

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations conformément au planning de réalisation, le Titulaire encourt des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 200$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

#### **Pénalité pour défaut de fourniture des attestations fiscales et sociales**

En cas de non-respect des obligations définies à l'article « Certificats » du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

#### **Pénalité pour défaut de fourniture des statistiques**

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus au paragraphe « Statistiques » du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de **30 euros** par jour de retard à compter du 45eme jour suivant la fin du trimestre.

#### **Remise tardive des livrables**

Pour la remise des différents rapports listés dans le CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 150€ par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

#### **Pénalité pour non-respect des délais d'intervention (GMAO / astreinte / maintenance corrective)**

En cas de non-respect des délais d'intervention (prise en charge, diagnostic, réparation) prévus au CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de :

- 50 € par heure de dépassement pour les interventions urgentes :
- 30 € par heure de dépassement pour les interventions non urgentes.

Ces pénalités sont plafonnées à 10% du montant annuel estimé du marché.

#### **Pénalité pour non-respect des exigences de traçabilité ou de GMAO**

En cas de défaut de saisie ou de mise à jour des interventions, rapports ou historiques dans la GMAO / outil de suivi dans un délai de 48 heures suivant l'intervention, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 20 € par intervention non tracée.

#### **Pénalité pour absence injustifiée lors d'un rendez-vous planifié**

En cas d'absence du titulaire lors d'un rendez-vous programmé sans préavis de 48 heures, une pénalité forfaitaire de 150 € par incident est appliquée.

#### **Pénalité pour non-conformité des prestations (test, visite, EPI, personnel non habilité)**

En cas de constat de non-conformité (intervention réalisée par un personnel non habilité, rapport incomplet, essai non effectué, matériel non conforme à, une pénalité forfaitaire de 200€ par non-conformité constatée pourra être appliquée.

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	12 / 15

### **Pénalité pour non-respect des délais de remise des rapports d'intervention**

Tout rapport d'intervention non remis dans un délai de 5 jours ouvrés après exécution des prestations donnera lieu à une pénalité de 25 € par rapport manquant.

### **Pénalité pour non-respect du planning de maintenance préventive**

En cas de non-respect du calendrier de maintenance préventive défini au CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 100€ par visite non réalisée dans le délai imparti.

### **Pénalités de non-présentation ou remplacement tardif d'un responsable technique.**

En cas de non-présentation ou de remplacement non justifié du responsable technique dans les délais prévus au marché, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200€ par jour

Toute dégradation devra faire l'objet d'un remboursement.

Le prestataire sera tenu responsable des dégâts éventuels causés à l'AP-HP.

L'application de ces pénalités ne dispense en aucun cas le titulaire d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des pénalités est applicable de plein droit par simple constatation par le Maître d'Ouvrage de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure au titulaire. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles du titulaire et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas de groupement payé séparément, les pénalités sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître de l'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les pénalités provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement.

### **Non remise des documents, certificats dus après l'exécution d'un bon de commande**

En cas de non remise de documents, échantillons, notices techniques, certificats ou de tout autre livrable dus au titre de l'exécution d'un bon de commande, une pénalité journalière de 50 € sera appliquée.

## **13.2 : Résiliation**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après **deux mises en demeure** ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VII). ACHAT se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R2143-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	13 / 15

## ARTICLE 14 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Pour les prestations exécutées dans le département des Hauts-de-Seine (92), auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 2-4 Boulevard de l'Hautil, BP 30322, 95027 Cergy-Pontoise

Courrier électronique : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Téléphone : 01 30 17 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Pour les prestations exécutées dans le département de Paris (75), auprès du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

### **Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques**

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché.

E mail : mediation.interne.aca@aphp.fr

## ARTICLE 15 : DEROGATIONS

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS / article 19.2 CCAG Travaux relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ ».

Les articles 5 et 11.2 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 42.1 C du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

L'article 4 déroge à l'article 4.1 sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	14 / 15

## ANNEXE 1 : Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

<b>AP-HP. Nord – Université de Paris</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Bichat-Claude Bernard</li> <li>➤ Beaujon</li> <li>➤ Louis Mourier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 48 rue Henri Huchard 75018 PARIS</li> <li>➤ 100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY</li> <li>➤ 178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES</li> </ul>	01/40/25/80/80 01/40/87/50/00 01/47/60/61/62
--	---	--

AP-HP	Consultation n° 26-042	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	15 / 15